

TRIBUNE

NOUS DEVONS DECLARER L'ETAT D'URGENCE ENVIRONNEMENTAL ET CLIMATIQUE

La crise sanitaire COVID-19 est peut-être une occasion inespérée d'opter pour de nouveaux modèles de sociétés. Nous n'avons pas à choisir entre la relance économique et la préservation du Vivant. A l'occasion de la Journée Mondiale de la Biodiversité, nous, soussignés, artistes, sportifs, intellectuels et personnalités publiques, appelons les 193 Etats membres de L'Organisation des Nations Unies à déclarer l'état d'urgence environnementale et climatique.

La pandémie a mis en exergue les liens qui existent entre le dérèglement climatique, la destruction de la biodiversité, la mobilité à outrance, un modèle économique basé sur l'hyper-compétition et l'explosion des maladies infectieuses. En contrepoint, elle a aussi révélé notre capacité à changer nos habitudes du jour au lendemain. Des milliards débloqués en un claquement de doigts, baisse de la pollution atmosphérique et des émissions de gaz à effet de serre de l'ordre de 25 %, des chercheurs convoqués aux quatre coins de la Planète, 4 milliards de personnes confinées. Le coronavirus a rendu l'impossible possible. Des solutions ont été trouvées en un temps record, car l'urgence était là.

Alors qu'attendons-nous pour déclarer l'état d'urgence environnementale et climatique ? Nous sommes confrontés à une urgence comparable à celle de la pandémie.

Les scientifiques annoncent que la moitié des points de basculement de la planète ont déjà été franchis : dégel du permafrost, déforestation, blanchissement des coraux. Nos comportements touchent à l'équilibre de la nature et à nos standards géologiques, changent la surface des terres immergées et modifient le fonctionnement des courants océaniques.

Les forêts brûlent. L'Australie, la Sibérie, le Cambodge, l'Amazonie, la Floride, la Californie et de nombreux pays d'Afrique sont sinistrés. Des hectares de forêts et de végétations sont partis en fumée, faisant des victimes et décimant la faune et la flore de ces régions (1,25 milliard d'animaux morts en Australie lors des incendies de 2019).

Le 4 avril 2020, un incendie s'est déclaré en Ukraine, brûlant plusieurs hectares à proximité de la centrale de Tchernobyl, et provoquant un nuage de fumée qui s'est dispersé à travers toute l'Europe.

Avec la montée des océans, les nappes phréatiques vont subir un apport de sel qui les rendra impropres à la consommation. Les terres imprégnées de sel ne seront plus cultivables. A l'heure actuelle, 70% de la population humaine vit dans des zones côtières qui seront touchées par cette montée des océans. D'ici à 2050, nous risquons de voir affluer deux cents millions de réfugiés climatiques.

Ces phénomènes dramatiques ne sont qu'un aperçu de ce qui nous attend avec l'accélération du réchauffement climatique.

Les rapports du GIEC pointent du doigt les causes de l'accélération du dérèglement climatique, au premier desquelles l'élevage, qui est reconnu par la FAO comme responsable de 14,5% des émissions de gaz à effet de serre. Il est notamment la principale source d'émission de méthane et de protoxyde d'azote, de puissants gaz à effet de serre.

L'élevage industriel est responsable de 65 % du protoxyde d'azote et de 37 % du méthane issus des activités humaines, mais il est aussi responsable de 80% de la déforestation en Amazonie.

Cette déforestation, du fait de la perte de biodiversité et du rétrécissement de l'espace habité par les animaux sauvages au profit des humains, est une des causes de la pandémie de COVID-19, ce qui a conduit à des zoonoses, des maladies et infections dont les agents se transmettent naturellement des animaux vertébrés à l'être humain. Selon le Département américain de la santé, près de 16 % de tous les décès recensés au niveau mondial sont attribués à des maladies infectieuses, et les zoonoses représentent 60 % des maladies infectieuses connues et 75 % des maladies infectieuses émergentes.

En France, aux Etats-Unis, en Pologne, en République Tchèque, les législations environnementales existantes sont remises en cause sous prétexte de relances économiques. Ne dit-on pas que la folie, c'est de faire toujours la même chose et de s'attendre à un résultat différent ? Comment voulons-nous vivre l'après COVID-19 ? Pouvons-nous espérer une stratégie de relance économique respectueuse du Vivant et non une économie essentiellement fondée sur l'extraction des énergies fossiles ?

Que pouvons-nous attendre d'une société où 1% de la population mondiale capte 82% de toutes les richesses ? D'autres modèles existent, plus solidaires, plus équitables, plus généreux. Economie circulaire, réduction des émissions de gaz à effet de serre, gestion durable des ressources, tout est possible. Nous devrions faire des choix de transition rapide et de grande envergure dans les domaines de l'aménagement du territoire, de l'agriculture, de l'alimentation, de l'énergie, de l'industrie, du bâtiment, du transport et de l'urbanisme. Les émissions mondiales nettes de dioxyde de carbone (CO₂) d'origine anthropique doivent être réduites, et il faut atteindre un bilan nul des émissions aux alentours de 2050. Et pour atteindre cet objectif nous devons agir immédiatement. Les catastrophes n'attendront pas 2050, la preuve le Coronavirus.

Il est temps de remettre le Vivant au cœur de nos raisonnements. Les crises sanitaires et économiques que nous vivons actuellement ne sont qu'une des conséquences de la crise écologique. Les Etats membres doivent déclarer l'état d'urgence environnementale et climatique, afin de construire de nouveaux modèles économiques respectueux des humains, des animaux et de l'environnement.